



**République Française**  
**Département de l'Isère**  
**Commune de Saint Jean de Bournay**

**Arrêté portant attribution d'un numéro de voirie pour la parcelle cadastrée section AM numéro 282 – route du Carloz**

**N° 2026-P-43**

Le Maire de la Commune de Saint de Bournay,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-28,

**VU** les circulaires interministérielles numéros 432 et 121 en date du 8 décembre 1955 et du 21 mars 1958,

**CONSIDÉRANT** que le numérotage des habitations constitue une mesure de police que seul le maire peut prescrire,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, pour faciliter le repérage, l'accès des services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numération,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** La numérotation de voirie de la parcelle cadastrée section AM numéro 282 est arrêtée comme suit, conformément au plan annexé :

**2030 route du Carloz**  
**38440 Saint-Jean-de-Bournay**

**ARTICLE 2 :** Les frais de premier établissement et de renouvellement, pour cause de changement de série, du numérotage, sont à la charge du budget communal.

**ARTICLE 3 :** Les frais d'entretien et, hors le cas de changement de série, de réfection du numérotage, sont à la charge des propriétaires qui doivent veiller à ce que les numéros inscrits sur leurs maisons soient constamment nets et lisibles et conservent leurs dimensions et formes premières.

**ARTICLE 4 :** Aucun changement ne peut être opéré sauf si autorisation et contrôle de l'autorité municipale.


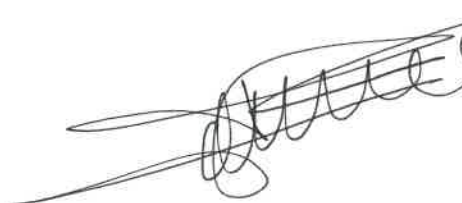
**ARTICLE 5 :** La Directrice Générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et notifié à l'intéressée. Ampliation adressée à Monsieur le préfet.

Fait à Saint Jean de Bournay,

Le 3 juin 2026

**Le Maire**

**Franck POURRAT**



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification*



## ANNEXE Arrêté 2026-P-43 – plan de situation



Envoyé en préfecture le 05/06/2026

Reçu en préfecture le 05/06/2026

Publié le 05/06/2026



ID : 038-213803992-20260603-2026\_P\_43-AR